

Mémoire de l'Esclavage

Partie 1



Serge ROMANA est connu pour son passé de militant nationaliste guadeloupéen, puis par la suite son combat pour la mémoire de l'esclavage. Il a créé et été président du Comité Marche du 23 Mai 1998 (CM98) puis, a pris fin 2017 la présidence de la Fondation Esclavage et Réconciliation. Originaire de Guadeloupe, Serge Romana est professeur de médecine et généticien, il exerce à l'hôpital Necker-Enfants Malades à Paris. Il est un grand nom de la médecine, dans sa spécialité. A la suite des « événements » intervenus tant en Guadeloupe qu'en Martinique autour de la date de l'abolition de l'esclavage nous lui avons posé quelques questions. Cette interview est divisée en trois parties. Première séquence.

1) Ma première question portera sur la multiplicité des dates mémorielles de l'esclavage, avec les deux amendements portant sur la reconnaissance officielle des dates mémorielles des 10 et 23 mai, adoptés lors de la discussion du

projet de loi Égalité réelle en Outre-mer . Personne n'a été oublié, ni les « victimes de l'esclavage colonial » ou encore les abolitionnistes : la date du 10 mai (commémoration nationale de l'abolition de l'esclavage) et du 23 mai (journée en hommage aux victimes de l'esclavage) dument estampillées par la « République française. N'est-ce pas devenu facteur de confusion, d'excès mémoriel ?

Il n'y a pas trop de dates pour se souvenir d'une histoire qui, longtemps a été refoulée, une histoire cachée et qui est encore largement inconnue de la plupart d'entre nous et de la majorité des Français. Bien au contraire, pour une telle histoire, il faudrait multiplier les occasions pour en parler.

En 1998, il y a 20 ans, il n'y avait aucune date nationale française de commémoration de l'esclavage colonial. Aujourd'hui, grâce au combat des originaires d'outre-mer en France hexagonale, associations et élus compris (j'insiste sur ce point), il existe une loi reconnaissant la traite négrière et l'esclavage colonial comme un crime contre l'Humanité et deux journées

nationales de commémoration. C'est unique au Monde.

Mais, l'apprentissage de l'histoire et les commémorations sont des choses différentes. Commémorer, c'est faire mémoire ensemble à propos d'événements historiques qu'une société, à un moment donné, juge importants pour sa cohésion. C'est pour cela que l'objectif d'une commémoration, le rituel utilisé et la date retenue sont des sujets sensibles qui ont toujours fait l'objet de discussions passionnées dans tous les groupes humains. Ainsi certains personnages ou des faits historiques peuvent être commémorés à une époque, puis ne plus l'être à une autre.

Pour ce qui concerne les dates des 10 et 23 mai, ont-elles vraiment des objectifs différents ? Le 10 mai, instauré en 2006, honore les combattants pour la liberté, qu'ils se soient battus contre l'esclavage dans les colonies ou en France hexagonale. Cette date rappelle surtout le rôle joué par la République, en tant que système politique, dans l'abolition de l'esclavage qui est consubstantielle de la République, car chaque fois qu'elle est arrivée au pouvoir, elle a aboli l'esclavage. **Le 10 mai est donc un événement mémoriel républicain censé faire communier l'ensemble des Français autour d'une mémoire commune :** celle de l'abolition de l'esclavage et des valeurs de Liberté et d'Égalité. Le 10 mai est centré sur l'acte politique abolitionniste, car il n'y a pas eu de révolution antiesclavagiste autre que celle d'Haïti qui a abouti à son indépendance. Vous constaterez que les Haïtiens ne commémorent pas l'abolition de l'esclavage.

Le 23 mai a été créé, en 1998, par les originaires d'outre-mer vivants en France hexagonale à une époque où la République ne

commémorait pas l'esclavage. Il correspond à la Marche historique du 23 mai 1998 et à la naissance politique des Antillais en France. Cette marche a pris le contre-pied des manifestations officielles du cent-cinquantième de l'abolition de l'esclavage. Pour nous, il fallait en finir avec l'époque où nous ne faisons que commémorer l'abolitionnisme de 1848, comme si nous étions nés en 1848. **Nous avons alors décidé d'honorer ceux dont nous étions issus, ceux que l'on appelait « les esclaves ». Nous avons décidé de commencer à les honorer comme des aïeux.** Il y avait donc ici une rupture avec les pratiques précédentes. Nous avons décidé de faire un autre choix de commémoration. Ce faisant, par l'impact de la marche, le flot de

participants et les mots d'ordre silencieux : « nous sommes des filles et fils d'esclaves », nous avons montré aux autres Français que nous existions en mettant en avant notre histoire (comme le fait tout groupe humain qui se respecte). **Le 23 mai 1998, les hommes et les femmes qui vécurent en esclavage ont commencé à devenir nos aïeux.** Leur réhabilitation était enfin en marche. Parce que nous avons vécu cette Marche comme un moment d'affiliation, d'unité et de fierté, nous avons décidé d'en faire le jour dédié à la mémoire de nos aïeux et non à celle de l'abolition. **On ne nous a pas « donné » le 23 mai : nous l'avons pris !** Nous avons affirmé que « personne ne pouvait nous dire quand, où et comment honorer la mémoire de

nos aïeux ». C'était une décision d'Hommes émancipés. Ce n'est qu'à des esclaves que l'on « donne des jours et des objets à commémorer ». Le 23 mai 2018, nous avons clôturé la période de célébration de l'abolition comme « notre jour de naissance ». Aucune communauté de descendants d'esclaves n'avait été capable de prendre une telle décision. **La commémoration du 23 mai est devenue le jour de la fierté des Français descendants d'esclaves, un temps d'unité autour de nos aïeux.** Je souhaite que chacun réalise que le 23 mai est une conquête populaire réalisée par une communauté qui construit sa place en France hexagonale.

Si le 10 mai est une date de commémoration indispensable des valeurs républicaines, **le 23 mai est un temps d'affiliation majeur des descendants d'esclaves à leurs aïeux. Il est essentiel à leur unité, à leur fierté et à leur devenir.**

Ce sont deux dates qui ont deux objectifs politiques différents, nécessaires et complémentaires. Deux dates et deux occasions pour parler d'une histoire dont on ne veut pas parler en Europe.

2) La formule utilisée à l'époque : « Nos aïeux victimes de la traite et l'esclavage seront officiellement reconnus par la République française », est-elle opératoire ? Est-ce là le problème avec le recul et le spectacle des événements récents à l'occasion des commémorations de Guadeloupe et Martinique, est-ce là que se trouvaient les enjeux véritables de la question de l'Esclavage ?

Les commémorations liées aux Premiers temps d'un groupe sont en lien direct avec son identité et son devenir. Tout groupe humain raconte une histoire glorieuse de ses Premiers temps. La difficulté majeure des descendants d'esclaves est l'immense difficulté qu'ils ont à raconter quelque chose de glorieux de leur naissance servile. **La honte de l'origine, le sentiment de non-reconnaissance sont les séquelles les plus dramatiques de**



l'esclavage. Le proverbe créole dit : « hier est un imbécile et demain est un idiot ». Certains chez nous continuent de dire qu'il faut oublier tout cela et aller de l'avant. Mais, qui connaît des sociétés humaines où l'on n'apprend pas l'histoire de sa fondation ? **Jusqu'à peu de temps, les Martiniquais, les Guadeloupéens ne connaissaient même pas l'origine de leur nom. La très grande majorité d'entre nous était totalement sans aïeux. Des humains sans aïeux (et je ne parle même pas d'ancêtres) sont des individus en déshérence,** sans possibilité d'unité et qui vivent dans le désordre. Lorsqu'il s'agit de descendants d'esclaves, l'histoire non traitée ne leur laisse que de la douleur, du déni, de la souffrance et du ressentiment. Bien sûr, on peut s'inventer de glorieux combattants, emprunter les héros des Haïtiens et des Saramakas, se considérer fils de pharaons d'Égypte, imaginer que l'épopée de Delgrès en Guadeloupe et le 22 mai 1848 en Martinique ont été des révolutions. Cela soigne l'égo, l'espace d'un soupir, mais très rapidement, le mal de l'estime de soi continue à faire mal, car ces constructions sont tellement éloignées de la réalité historique. On peut également dire que l'on est « l'avenir du Monde », du fait de notre créolité. Mais la majorité des Guadeloupéens et Martiniquais descendants d'esclaves vivant dans des familles matrifocales, souvent à la recherche des pères, n'en pouvant plus dans un monde de jalousie et de hiérarchie de couleur de la peau, ont du mal à entrevoir cet avenir radieux.

Cette situation ne peut changer que par l'action des membres du groupe sur lui-même.

Après la marche du 23 mai, nous avons décidé de prendre le taureau par les cornes et d'affronter les « démons hérités de notre Histoire fondatrice dramatique. Nous avons appliqué le proverbe créole : *sé pwèl a chyen ki ka géri modé a chyen!* **Nous avons compris que nous étions des descendants d'esclaves avec un héritage lourd qu'il fallait af-**

fronter : honte de notre histoire, honte de nos aïeux, honte de nous même, faille narcissique abyssale, déni, douleur, rejet... Avec de telles difficultés, nous savions que nous ne faisons pas le poids par rapport aux autres communautés vivant dans l'hexagone. Alors nous avons inventé (je dis bien inventé) des dispositifs pour inverser cette honte qui pesait sur les esclaves afin de pouvoir nous y affilier et construire un récit capable de nous permettre de construire ensemble la tête haute au sein de la République. Tache intellectuelle et pratique d'une grande difficulté. Le premier acte a été de les considérer comme des humains et d'arrêter de les appeler simplement : les esclaves. C'était des aïeux, qui avaient été victimes de l'esclavage. Nous avons ensuite développé un travail de groupe de paroles pour comprendre à quel point nous avons été fabriqués dans l'esclavage. **Puis nous avons créé une université populaire pour ne pas raconter de bêtises historiques (il y a trop de spécialistes de tout dans nos pays... c'est infernal). Ensuite, nous avons fouillé les archives pour sortir nos parents de l'oubli.** Et puis comme je l'ai dit précédemment, nous avons institué les commémorations du 23 mai sachant que seules des personnes honorables peuvent être l'objet de commémoration.

Et pour répondre précisément à votre question, il faut comprendre le lien dialectique qui existe entre un double mouvement :

Le premier est accompli par nous même. Il est celui de la réconciliation avec nos parents, notre histoire. C'est un mouvement interne, un chemin que ne peuvent arpenter que les descendants eux-mêmes. Je viens d'en citer les voies et moyens que nous avons utilisés.

Le deuxième est un « mouvement externe ». C'est le travail que nous avons réalisé avec les instances de la République et avec les Églises chrétiennes. En tant qu'institutions qui gouvernent le temporel et l'intemporel, il était important qu'elles nous accompagnent dans ce

travail humaniste de réhabilitation et de reconstruction. Voyez-vous, **lorsqu'un descendant d'esclave constate qu'un maire, un président du conseil régional, des élus, un président de la République, un évêque honorent de façon solennelle ses parents qui furent esclaves, il comprend alors que ce n'est pas un « vagabond ».** C'est pour nous l'essentiel, car cela contribue à renforcer le descendant dans le travail que nous effectuons pour nous rassembler autour d'une mémoire digne de nos premiers temps.

Ainsi, le travail de reconnaissance par la République des victimes de l'esclavage n'est pas une simple formule magique. Il n'a de sens que si les descendants d'esclaves effectuent eux-mêmes ce travail de reconstruction.

Nous ne demandons pas à la République de le faire à notre place, mais d'accompagner notre marche vers l'émancipation. C'est un travail difficile, long dont les premiers acteurs sont les descendants d'esclaves.

Un tel travail donne des résultats palpables. Ainsi ce 23 mai 2018, nous avons organisé **une Marche qui a été caractérisée par un puissant sentiment de sérénité, de paix et d'unité des différentes composantes des sociétés antillaises** autour du souvenir des victimes de l'esclavage. **Cet état d'esprit contraste avec celui qui a prévalu en Guadeloupe et en Martinique où tout ce travail n'a pas été réalisé.**

Mémoire de l'Esclavage

Partie 2



Nous avons publié la première partie d'une interview de Serge ROMANA président du Comité Marche du 23 Mai 1998 (CM98), président de la Fondation Esclavage et Réconciliation. Originaire de Guadeloupe, Serge Romana est professeur de médecine et généticien, qui exerce à l'hôpital Necker-Enfants Malades à Paris. Il est un grand nom de la médecine, dans sa spécialité. A la suite des « événements » intervenus tant en Guadeloupe qu'en Martinique autour de la date de l'abolition de l'esclavage nous lui avons posé quelques questions.

3) Ces commémorations sont elles réellement propres à faire disparaître « la honte et le ressentiment qui perdurent encore chez de nombreux compatriotes d'outre-mer et qui peut conduire à une victimisation dangereuse » ?

La victimisation c'est le fait de se présenter aujourd'hui en victime de l'esclavage et d'interpréter toutes les épreuves que nous vivons comme dérivant de l'esclavage. La conséquence d'un tel raisonnement est que l'on sera toujours des victimes. J'ai d'ailleurs entendu que l'esclavage serait même « passer dans nos gènes » et de ce fait dans notre fonctionnement cérébral. Dieu merci, c'est une escroquerie intellectuelle ! Vous imaginez si nous avons les conséquences de l'esclavage dans nos gènes. Il faudrait alors inventer des techniques spéciales de thérapie génique pour guérir. Un tel raisonnement ne peut conduire qu'à désigner des boucs émissaires et à ne pas faire les efforts et le travail sur soi même pour s'en sortir. C'est ce que l'on appelait dans ma jeunesse le côté obscur de la force. La colère, la haine, ne peut mener qu'à la catastrophe. Elle ne donne que l'illusion de force : les postures. Quant au fond, ces démarches sont aujourd'hui totalement réactionnaires, car elles paralysent nos sociétés.

Par contre, désigner la victime, la connaître, la respecter, l'honorer est un chemin infiniment plus difficile, plus long. Mais c'est le seul qui nous permettra de comprendre que nous sommes des enfants de survivants et que nous portons en nous une force de résilience qui peut nous permettre d'aborder tous ensemble les immenses défis de nos sociétés guadeloupéenne et martiniquaise.

Les commémorations sont des moments importants dans ce processus émancipateur. Mais faut-il encore que ce soit leurs objectifs. Comme je vous l'ai expliqué, en France hexagonale il y a deux dates dont les buts sont précis et qui s'intègrent dans une politique mémorielle qui accompagne l'insertion des Antillais en France hexagonale. Par contre, en Guadeloupe et en Martinique, il y a une seule date, certes, mais avec des objectifs différents. Que commémore — t — on ? L'abolition, les combattants, les victimes d'un crime contre l'humanité, nos aïeux, les actes criminels de la France, Victor Schœlcher, les réparations, les descendants d'Africains déportés, le peuple noir ? C'est peu de dire qu'on nage dans la confusion. J'ai rarement vu un tel désordre à propos de la commémoration de Premiers temps. Dans ces conditions, il n'y a pas d'action contre la victimisation qui continue à être un fonds de commerce des débris du mouvement nationaliste qui a abandonné la lutte des classes pour de la lutte au nom de l'histoire. En fixant les conflits dans l'histoire, ils défient toute la dialectique matérialiste.

Encore une fois, il n'y a pas de formules magiques. Il est temps de mettre de l'ordre dans le travail mémoriel aux Antilles. Et ce n'est pas l'État qui a à le faire ! C'est le travail avant tout des descendants !

4) Ne semble-t-il pas que contrairement à ce que vous pensiez que la notion de « Reconnaissance » n'implique pas d'emblée celle de « Réconciliation », pour reprendre vos mots de l'époque ?

Personne ne fait un choix dont il ne voit pas les tenants et les aboutissants. En 1998, je me cherchais, je cherchais le sens de nos vies, de notre histoire. Je ne me posais pas la question de la Réconciliation. Réconciliation avec qui, pour quoi faire ? J'ai retrouvé mon aïeule en 2006 et j'ai pris le temps d'un repas en famille pour

défaire avec précaution le mythe que mon grand-père nous avait raconté sur l'origine de notre famille. J'avais à l'époque suivi de nombreux groupes de parole et j'avais bien compris le poids de la honte de l'origine servile. Retrouver mon aïeule et l'honorer avec d'autres descendants d'esclaves a été une charnière dans ma vie comme dans celle de mes camarades du CM98. Aujourd'hui je ne suis plus en quête identitaire. Nous ne le sommes plus et nous pouvons alors lever les yeux et regarder n'importe qui en face. Personne ne va venir me raconter qui je suis, qu'il soit Européen, qu'il soit Africain, qu'il soit béké. Je ne le permets plus. Maintenant, je suis debout sur racines régénérées et j'ai la force de dire : « nous ne pourrions pas construire nos pays sans toutes ses composantes, quel que soit le rôle que les aïeux des uns et des autres ont joué dans l'His-

toire ». Mais, il y a une condition à cela : tous doivent être capables d'honorer la mémoire des victimes de l'esclavage qui sont les personnages qui doivent devenir le centre de gravité de notre identité. Cela ne semble pas grand-chose, mais si c'est sincère, c'est une bonne base pour aller de l'avant. C'est le début de la réconciliation sans laquelle rien ne sera possible.

5) Et si dans l'hexagone, ce « mois de mémoires » d'initiatives émanant tant de la société civile que de la République que représente le gouvernement peut avoir une fonction de résilience, aux Antilles les choses ne sont-elles pas plus difficiles à oublier, compte tenu du contexte social et économique actuel. Et pour ajouter, une touche les aléas climatiques... qui pourtant n'ont rien à voir avec la question.

Il n'y a pas de demande de mois de mémoire de la part des associations ni de la République. Comme vous l'avez dit, il y a déjà deux dates nationales à faire vivre et c'est déjà beaucoup.

La question de la mémoire de l'esclavage aux Antilles est cruciale, car elle est celle de la naissance de ces sociétés. Nous avons pu traiter cette question en France hexagonale, car nous en avons besoin pour exister dans l'hexagone et parce que nous avons la chance de vivre dans un pays qui fonctionnait.

Aux Antilles, l'effondrement de la société (vieillesse accélérée de la population, crise sanitaire en Guadeloupe, explosion de la monoparentalité et du chômage des jeunes dans le groupe des descendants d'esclaves), les défaillances inqualifiables de la République (le manque de courage sur le chlordécone, l'absence de réparation pour les crimes d'État comme celui de mai



1967 en Guadeloupe) et l'échec politique du nationalisme des années 70 font de ces pays des poudrières. Et lorsque la matrice de sens historique n'est que « les blancs nous ont mis en esclavage », on est alors dans de grandes difficultés.

Les Antilles ont besoin d'un vrai plan Marshall républicain accompagné d'un immense travail mémoriel inspiré de celui qui a été mené par les Antillais en France hexagonale. Si cela n'est pas réalisé, la Guadeloupe et la Martinique continueront à sombrer dans le non-sens et seront la proie de toute sorte de charlatans de l'identité noiriste et raciste tel Kémi Séba.

6) À l'époque des critiques avaient été faites à l'égard de votre démarche, la traitant de « bricolage législatif autour de la mémoire de l'esclavage. » vous n'avez jamais répondu à ces propos. Avec le recul que dites vous de cela.

Je n'ai jamais compris cette remarque. Je rappelle qu'en 2016, les commémorations des 10 mai et 23 mai n'étaient pas conformes à la loi commémorative du 30 juin 1983 ni à celle de la loi Taubira. Ces lois ne parlaient que de commémorations de l'abolition de l'esclavage et n'instituaient pas de journée nationale. Les dates des 10 et 23 mai ne reposaient juridiquement que sur une circulaire, celle de François Fillon du 29 avril 2008.

Nous nous sommes battus pour que ces deux dates intègrent officiellement la loi comme dates nationales. Pour se faire, de nombreuses conditions politiques doivent être réunies et une fenêtre parlementaire doit être ouverte. Nous avons donc profité du vote de la loi égalité réelle en octobre

2016 pour faire les parlementaires actualiser les textes législatifs concernant l'esclavage colonial. Aujourd'hui, la loi de 1983 est relative à l'abolition et aux souvenirs des victimes de l'esclavage. De même elle intègre les dates du 10 mai et du 23 mai comme des dates nationales. On devrait plutôt nous féliciter d'avoir su régler ces problèmes législatifs. Ce n'est pas tous les jours qu'un mouvement populaire d'Antillais arrive à modifier la loi. Je suis fier d'avoir participé à un mouvement populaire qui a apporté à la République française le système mémoriel de l'esclavage colonial le plus évolué au Monde.

Donc « bricolage législatif » : je ne comprends pas.

7) C'est sous le titre « Esclavage : une mémoire mal orientée » qu'un certain Alban Dignat sur le site d'histoire Herodote, s'interroge sur l'opportunité D'installer au cœur de Paris une « Fondation pour la mémoire de l'esclavage », surtout dans ce qu'il appelle « le superbe hôtel de la Marine, sur la place de la Concorde ». Pour M. Alban Dignat, «

Mais, il risque s'étrangler lorsqu'il lira tout ce que le président Macron a déclaré ! En effet, en plus du siège de la Fondation à l'hôtel de la marine, il y aura, juste à côté, dans les jardins des Tuileries, le Mémorial national des victimes de la traite et de l'esclavage exposant 200 000 prénoms, matricules et noms de famille donnés aux nouveaux libres en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique et à La Réunion. C'est un magnifique projet du CM98 auquel participe l'AMARISFA, une association de généalogie de la Martinique.

Les propos de monsieur Dignat sont indignes.

D'une part, l'Europe est aujourd'hui ce qu'elle est parce qu'elle a colonisé et mis des millions de personnes en esclavage. Il est normal qu'elle assume cette histoire et ce d'autant plus que le régime politique dans lequel nous vivons, la République a abolit l'esclavage. Les Européens d'aujourd'hui ne sont pas responsables des actes des élites européennes du temps de l'esclavage et la colonisation.

D'autre part des citoyens français sont des descendants d'esclaves et cette histoire les met en difficulté. Un tel mémorial les aidera à être fiers de leurs aïeux. La République a comme devoir d'aider ces concitoyens descendants d'esclaves dans la longue marche émancipatrice qu'il ont entamée.

Enfin, les peuples européens doivent se sortir de leur position de donneurs de leçons. En connaissant cette histoire, leur histoire, en l'assumant, ils sauront mieux gérer les crises internationales actuelles. Je rappelle que nous sommes dans une crise migratoire sans précédent et que l'extrême droite se renforce en Europe. Les peuples européens doivent réaliser que de nombreux migrants viennent des anciennes colonies européennes. D'une certaine façon, cette fondation et ce mémorial sont un moyen de résister à la poussée de l'extrême droite européenne.